



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Économie et vie des entreprises

- Insecticides _ une ONG dénonce des traces d'acétamipride dans le Nutella - Paris Normandie
- Emploi _ Rouen et Caen en tête des villes françaises les plus exposées à l'IA _ La Gazette France
- Au CHU de Rouen, l'application FollowMe informe les patients des urgences en temps réel _ La Gazette France

Collectivités locales et équipements publics

- À Sotteville-lès-Rouen, la fin des travaux dans plusieurs écoles se précise - Paris Normandie

Contournement est

- Plusieurs champs ravagés par des incendies autour de Rouen _ deux agriculteurs blessés - 76actu

Environnement

- Malgré l'opposition des écolos de Rouen, l'usine à carburant de synthèse pour avion poursuit son implantation - 76actu

Sécurité et sécurité estivale

- Le Havre. Prévention et mesures pour un été moins risqué - le Courrier Cauchois
- Dans une mer agitée, une baigneuse secourue après avoir disparu pendant 30 minutes en Seine-Maritime - Info dieppoises
- « Une prise d'ampleur » _ les douanes du Havre ont saisi 2,5 tonnes de cannabis cachées dans un conteneur - Le Marin

Santé

- Canicule _ la Normandie sort peu à peu de la vigilance, un seul département reste en rouge - Paris Normandie

Pêche & agriculture

- Pourquoi la préfecture autorise-t-elle la pêche de tous les poissons dans cette commune près de Rouen - Paris Normandie

- Près de Dieppe, un feu d'herbes détruit 2 hectares de végétation et mobilise dix-sept pompiers - Paris Normandie
- « Nous devons même arroser les vaches » _ face aux canicules répétées, les agriculteurs sont inquiets en Seine-Maritime - 76actu

Canicule et incendie

- Incendie de Fontainebleau _ un pompier volontaire avoue avoir mis le feu - Paris Normandie
- 53 pompiers mobilisés à Rouen pour éteindre l'incendie d'un immeuble du centre historique - Paris Normandie
- Plusieurs champs ravagés par des incendies autour de Rouen _ deux agriculteurs blessés - 76actu

Logements

- Le projet de logements insolites de la Métropole de Rouen ajourné - Paris Normandie
- Des logements locatifs voient le jour dans cette commune au bord de la mer près de Dieppe - 76actu

Travaux et aménagement

- Travaux sur le réseau d'eaux usées à Montivilliers _ la circulation perturbée pendant plus d'un mois - Paris Normandie

Élus

- Hautot-le-Vatois. La Cauchoise Christine Lagarde élevée à la dignité de grand officier - Le Courrier Cauchois

Acteurs publics

- La DGFIP planche sur une vaste restructuration de son réseau territorial, avec la suppression de plus de 300 sites
- L'État prépare une "méga-app" mobile du service public

Insecticides : une ONG dénonce des traces d'acétamipride dans le Nutella

AFP

4-5 minutes

L'ONG Agir pour l'environnement alerte lundi 13 juillet 2026 sur des traces de néonicotinoïdes, des insecticides interdits en France dont l'acétamipride, dans le Nutella et différents miels.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par AFP

Publié: 13 Juillet 2026 à 17h09 Temps de lecture: 2 min

Huit néonicotinoïdes, dont l'acétamipride, « *sont présents dans tous les miels et les pâtes à tartiner* » analysés, soit douze produits différents, indique l'ONG dans un rapport, plaidant pour un « *moratoire européen sur ces substances toxiques* ».

Elle demande aussi aux fabricants de « *revoir immédiatement leurs procédés de fabrication afin de garantir aux consommateurs français un produit exempt de néonicotinoïdes* ».

Interdiction des néonicotinoïdes en France et dans l'UE

L'utilisation de ces insecticides en agriculture est interdite en France depuis 2018 en raison de leur toxicité pour le vivant, notamment les abeilles. Ils sont également bannis dans l'ensemble de l'Union européenne, à l'exception de l'acétamipride, autorisé jusqu'en 2033.

Agir pour l'environnement a analysé dix miels, dont sept importés. Tous sont porteurs de traces d'insecticides, l'acétamipride étant « *le résidu le plus concentré* » dans sept d'entre eux.

Un mélange de miels ukrainien, argentin et espagnol contient ainsi un total de 4 300 nanogrammes par kilogramme (ng/kg) de six néonicotinoïdes différents.

« *Les miels composés de mélanges de diverses origines sont les plus contaminés* », souligne l'ONG, avec des concentrations allant de 700 à 5 400 ng/kg.

Différences de contamination selon l'origine et le type de produit

En comparaison, les deux miels biologiques français testés sont « *les moins contaminés* », avec respectivement 7 et 163

ng/kg d'insecticides. Un miel bio de Bulgarie et du Mexique affiche lui 1 300 ng/kg.

Côté pâte à tartiner, le Nutella, analysé dans sa version classique et végétale, contient huit néonicotinoïdes, avec respectivement 480 et 850 ng/kg.

« *La présence de traces d'une substance ne constitue pas, en soi, un risque pour la santé* », a réagi le géant de l'agroalimentaire [Ferrero](#), qui assure que le Nutella est « *fabriqué selon des normes strictes* » et « *pleinement conforme à l'ensemble des réglementations applicables en matière de sécurité alimentaire* ».

Au niveau européen, la présence d'acétamipride dans le miel ne doit pas dépasser 0,3 mg/kg (soit 300 000 ng/kg). Les concentrations mesurées sont donc très inférieures. Il n'existe pas de tel seuil pour la pâte à tartiner.

Appel à l'action des pouvoirs publics

Face à cette « *présence systémique* », l'ONG appelle elle les parlementaires français à rejeter « *toute tentative de réautoriser les néonicotinoïdes* », alors qu'un amendement au projet de loi d'urgence agricole, porté par le sénateur LR Laurent Duplomb, prévoit de réautoriser deux néonicotinoïdes, l'acétamipride et du flupyradifurone. Il doit être débattu jeudi lors d'une commission mixte paritaire.

Lire aussi



Emploi : Rouen et Caen en tête des villes françaises les plus exposées à l'IA

L.R

3-4 minutes

En bref

L'organisme Abilene Academy a publié une étude évaluant l'impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi dans les grandes villes françaises. Rouen et Caen se classent aux deux premières places nationales en raison de leur tissu économique fortement tertiaire.



Publié le 15 juillet 2026 - Mis à jour le 15 juillet 2026

L'organisme Abilene Academy a publié une étude nationale sur l'impact de l'intelligence artificielle (IA) sur l'emploi. Rouen décroche la première place du classement avec un score de 90,49 sur 100, immédiatement suivie par Caen à la deuxième place (89,95/100). Les deux métropoles normandes devancent ainsi d'autres villes françaises également exposées à des degrés divers, comme Mulhouse (3e), Perpignan (4e), Grenoble (5e) ou encore Metz (8e).

Ce rapport, qui ne prédit pas une destruction massive mais une transformation des métiers, pousse les acteurs normands à accélérer la formation des salariés pour réussir cette transition numérique.

Le secteur tertiaire face au défi de l'automatisation

Cette forte vulnérabilité des deux préfectures normandes s'explique par la structure même de leur économie locale. Rouen et Caen possèdent une forte concentration d'activités de services, de fonctions administratives, de commerces de détail et de plateformes logistiques. Ces secteurs intègrent de nombreuses tâches répétitives que l'IA générative est désormais capable d'automatiser. L'enjeu n'est pas la disparition des postes, mais la mutation profonde des compétences vers l'analyse et le pilotage de ces outils technologiques.

Anticiper la vitesse des mutations économiques

L'étude comporte toutefois des limites puisqu'elle mesure

l'exposition théorique des territoires sans intégrer leur capacité de résilience. Pour les experts, la réussite de cette transition dépendra uniquement de la vitesse de réaction des entreprises et des collectivités. Les territoires qui s'en sortiront le mieux seront ceux qui investiront massivement dans la formation continue et la montée en compétences de leurs salariés pour transformer ce risque en opportunité de croissance.

Au CHU de Rouen, l'application FollowMe informe les patients des urgences en temps réel

Chloé Guerout

3-4 minutes

En bref

Déployée depuis le 15 juin aux urgences adultes du CHU de Rouen, FollowMe permet aux patients et à leurs proches de suivre en temps réel les étapes de leur prise en charge.



Publié le 15 juillet 2026 - Mis à jour le 15 juillet 2026

Depuis un mois, les urgences adultes du CHU de Rouen proposent de suivre son parcours de soin en temps réel sur son téléphone portable, via l'application FollowMe.

Concrètement, dès leur admission, les patients reçoivent un SMS contenant un lien sécurisé, accessible sans téléchargement. Après vérification de leur identité, ils peuvent consulter les différentes étapes de leur prise en charge, accéder à des informations pédagogiques sur le fonctionnement des urgences. Ces informations peuvent également être partagées avec un proche. Concrètement, si le patient fait une prise de sang, il sera indiqué quand elle sera en cours, puis validée.

L'application ne donne toutefois accès à aucun résultat d'examen ni diagnostic médical, afin de préserver la confidentialité des données et la relation entre les soignants et les patients.

Pas de résultat d'examen

Cette application a été créée par les médecins urgentistes normands Firas Abou Kassem et Ricardo Oliveira da Cunha. Et l'idée est née d'un constat simple : une meilleure information contribue à réduire l'anxiété des patients et de leurs accompagnants.

Selon les créateurs de l'application, le dispositif permet aussi de redonner du temps aux soignants. Aux urgences, les

demandes d'information génèrent en moyenne 8 à 12 interruptions de tâche par heure et par soignant. «*Les professionnels consacrent entre 7% et 10% de leur temps à renseigner les patients et leurs accompagnants sur l'avancement de leur prise en charge*», indiquent-ils.

Le déploiement à l'hôpital Charles-Nicolle, l'un des plus importants services d'urgences de France, permet désormais à plus de 100 000 patients par an de bénéficier de ce dispositif.

À Sotteville-lès-Rouen, la fin des travaux dans plusieurs écoles se précise

Blaise Diagne

5–6 minutes

Les écoles Franklin-Raspail et Renan-Michelet à Sotteville-lès-Rouen adaptent leurs dates de réouverture, après l'explosion de mars dernier et des retards de chantier. Le retour des élèves est prévu entre l'automne 2026 et le second semestre 2027.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Les élèves de l'école Franklin passeront a minima encore le premier trimestre 2026-2027 dans l'école modulaire. - Photo



Par [Blaise Diagne](#)

Publié: 13 Juillet 2026 à 08h30 Temps de lecture: 1 min

L'explosion accidentelle d'une bonbonne de gaz sur l'extension du toit de l'école maternelle Benjamin-Franklin en travaux n'a rien arrangé, c'est certain. C'était le mardi 24 mars 2026, peu avant midi, dans l'hypercentre sottevillais.

Cela étant posé, le respect du calendrier de livraison du chantier du groupe scolaire Franklin-Raspail, entamé en 2024, censé s'achever pour la rentrée scolaire 2026-2027, paraissait de toute façon mal embarquée.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Le timing était déjà serré »

« Le timing était déjà serré, formule Laurence Renou, première adjointe en charge de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ce n'est pas rare pour un chantier comme celui-ci, avec beaucoup d'entreprises qui interviennent. L'une d'elles a fait défaut, et quand une solution était trouvée, il y a eu l'explosion. »

Peu impactée par [le choc](#), l'école élémentaire François-Raspail, où les travaux avaient repris [deux jours plus tard](#), pourrait ouvrir ses portes aux élèves dès la rentrée des vacances de la Toussaint 2026.

Pour Franklin, en revanche, ce sera plus long. Le chantier a été à l'arrêt deux longs mois après la déflagration et l'expertise qui s'ensuivit.

« *Il faudra faire une reprise sur l'existant* », ajoute l'élue. Elle indique qu'un « *diagnostic plus précis d'un impact éventuel sur la couverture du toit* » est en cours. À son issue seulement, cette partie du chantier pourra reprendre.

Renan-Michelet patiente

Impossible à ce stade de mettre à jour le calendrier. « *On espère que les élèves de maternelle pourront revenir le plus rapidement possible, dès cet hiver* », se cantonne à annoncer Laurence Renou.

C'est qu'un autre chantier attend sagement son tour : celui du groupe scolaire d'en face, de l'autre côté de [l'espace Lods](#), Renan-Michelet.

Retardé mécaniquement de plusieurs mois, le déménagement de ses élèves (maternelle et élémentaire) dans l'école modulaire occupée par ceux de Franklin-Raspail depuis le printemps 2024 devrait attendre le second semestre 2027, au sortir de vacances scolaires.

« *Cette fois-ci, le mobilier reste, donc l'opération devrait être plus légère* », glisse Laurence Renou.

Lire aussi



Plusieurs champs ravagés par des incendies autour de Rouen : deux agriculteurs blessés

Adrien Filoche

~3 minutes

Ce dimanche 12 juillet 2026, les pompiers ont été mobilisés pour des feux dans des champs agricoles en Seine-Maritime. Deux agriculteurs ont été blessés.

Sur le même thème

[Feux de forêt](#)

[Incendie](#)

[Pompiers](#)





Ce dimanche 12 juillet 2026, les pompiers sont intervenus à de nombreuses reprises pour des feux dans des champs agricoles en Seine-Maritime. (©Image transmise par un lecteur)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 12 juil. 2026 à 19h59

Des conséquences bien visibles de la canicule. Ce dimanche 12 juillet 2026, les pompiers de la Seine-Maritime sont intervenus à de nombreuses reprises dans les alentours de [Rouen](#) pour des [incendies](#) touchant des champs agricoles. **Plusieurs hectares sont partis en fumée et deux agriculteurs ont été blessés.**

Plusieurs feux agricoles en Seine-Maritime

Les secours sont notamment intervenus vers 12 heures sur la commune de Bosc-Hyons, à l'est de Rouen, où un feu s'est déclaré dans un champ, touchant quatre hectares. « Deux agriculteurs ont été légèrement blessés », fait savoir le Sdis76 (Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime). Les deux victimes ont été transportées au [CHU de Rouen](#).

À lire aussi

•



[« On n'en avait jamais vu si tôt dans l'année » : comment les pompiers de Seine-Maritime se préparent aux feux de forêts](#)

Les sapeurs-pompiers sont également intervenus dans la journée au nord de Rouen : sur la commune de **Saint-Vaast-du-Val** pour un feu agricole sur un hectare ; sur la commune de **Sierville** où six hectares de champ de blé ont brûlé. Pour ces deux incidents, aucune victime n'est à déplorer.

Un feu de champ dans l'Eure

Ce dimanche 12 juillet, plus tôt dans la journée, un incendie s'était également déclaré dans l'Eure un champ situé au niveau de la [commune de Bourg-Beaudouin](#), à l'est de Rouen. Près de 10 hectares ont brûlé.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Malgré l'opposition des écolos de Rouen, l'usine à carburant de synthèse pour avion poursuit son implantation

Adrien Filoche

7–9 minutes

Fin juin 2026, des élus écologistes de Rouen ont dénoncé le projet Dézir qui prévoit l'implantation d'une usine à carburant de synthèse pour avion d'ici 2030.

Sur le même thème

[Carburants](#)

[Pollution](#)

[Transition énergétique](#)

Article réservé aux abonnés





D'ici 2030, une grande usine de production de carburant de synthèse pour avion doit s'implanter à Petit-Couronne (Seine-Maritime), près de Rouen. (©Olivier Drouin Architecte/Verso Energy)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 14 juil. 2026 à 17h36

« **C'est l'un des projets les plus avancés en Europe** ». D'ici les prochaines années, une grande [usine de production de carburant de synthèse pour avion](#) doit s'implanter à [Petit-Couronne \(Seine-Maritime\)](#), près de [Rouen](#). Ce projet, baptisé Dézir, sous la houlette de l'entreprise Verso Energy, a pour but de produire du **carburant de synthèse**, nommé e-saf, pour les avions à partir de la captation de dioxyde de carbone. En juin 2026, **des élus écologistes de Rouen** ont affiché leur opposition, dénonçant « des risques environnementaux majeurs ». De son côté, Antoine Huard, le directeur général de Verso Energy, tient à rassurer et évoque le futur du projet qui poursuit son implantation « dans les temps ».

Bientôt une usine de carburant de synthèse pour avion à Petit-Couronne

Une nouvelle étape a été franchie début juillet 2026 avec la signature d'un accord entre Verso Energy et Trapil. Ce document porte sur la conception de la canalisation de transport de CO2 du projet Dézir.

Une infrastructure essentielle puisqu'elle doit permettre de relier le site de Biomasse Énergie d'Alizay (BEA) dans l'Eure au futur site de production de carburant d'aviation durable de Petit-Couronne « afin d'acheminer le CO₂ biogénique nécessaire à la production d'e-saf », détaille Verso Energy dans un communiqué.

Le projet Désir en quelques mots

Désir a pour but de produire du carburant de synthèse, nommé e-saf, pour les avions à partir d'une captation de « CO₂ biogénique », issue de la chaudière à biomasse de la papeterie BEA, située à Alizay et par électrolyse de l'eau de la Seine. Lorsque la mise en route sera totale (d'ici 2030), l'usine située à Petit-Couronne devrait produire 81 000 tonnes de ce carburant de synthèse Celui-ci sera acheminé par un pipeline souterrain directement dans les aéroports de Roissy et d'Orly. Ce projet représente un investissement colossal, chiffré à 1,5 milliard d'euros. Il prévoit la création de 250 emplois directs et indirects dans sa phase d'exploitation et environ 800 dans sa phase chantier.

Quelques jours plus tôt, le 29 juin, Le Conseil métropolitain votait une délibération afin de lancer une concertation sur une modification du PLUi (plan local d'urbanisme intercommunal), visant à permettre l'installation de l'usine à Petit-Couronne.

« Ce projet ne peut voir le jour sans une révision préalable du PLUi, notamment pour des raisons de hauteur maximale de construction », relate dans un communiqué le groupe des élues écologistes et solidaires, fermement opposé à l'arrivée de

l'usine dans le paysage industriel rouennais.

Par la voie de leurs coprésidents Juliette Biville et Cyrille Moreau, les Verts craignent « un risque environnemental réel ».

Au-delà du rendement énergétique catastrophique, ce procédé nécessite un approvisionnement en CO2 acheminé par pipeline. Or il est impossible de garantir l'absence totale de fuite, avec des risques avérés pour les nappes phréatiques.

Interrogé, le président de la Métropole et maire de Rouen [Nicolas Mayer-Rossignol](#), assume « une réponse de normand », ni oui, ni non. « À titre personnel, je suis très hésitant. Il faut qu'il y ait un débat. Même dans notre majorité, il y a des positions différentes », confie-t-il.

« Si on ne le fait pas chez nous, ce carburant on l'importera »

Le directeur général de Verso Energy insiste quant à lui sur le fait que Dézir « répond à la législation européenne qui prévoit que le taux d'e-saf dans le carburant utilisé par les avions atteigne 35 %. Il faut remplacer progressivement le carburant fossile par du carburant synthétique. Et pour cela, il faut des usines pour le produire ».

Par ailleurs, il rappelle qu'il « faut beaucoup d'électricité décarbonée pour produire ce carburant. La France est une terre bénie pour produire ce type de carburant ».

C'est justement l'un des freins dénoncés par les écologistes de Rouen. Dans un second communiqué, le Groupe Écologistes Rive Gauche dit : « Le projet Dézir nécessitera l'équivalent d'un

quart de la production d'un EPR, soit 400 MW, pour produire seulement 1 % de la consommation nationale de kérosène ».

Antoine Huard conteste « des chiffres biaisés » et estime qu'il « ne faut pas parler en puissance, mais en énergie ».

Combien d'électricité nous allons consommer ? Trois térawatt-heures. Cela représente 3 % de ce que la France a exporté en 2025. C'est de l'électricité que l'on exporte, et qui est exporté dans des moments où le prix de l'électricité est très faible. Cela paraît plus judicieux d'utiliser ce surplus pour produire du carburant de synthèse qui va se substituer à du carburant fossile.

Il défend ainsi « un **enjeu de souveraineté énergétique**. Si on ne le fait pas chez nous, ce carburant on l'importera d'ailleurs ».

Quelle pollution et quelles nuisances ?

Vent debout contre l'usine, les écologistes jugent « dérisoire » les gains environnementaux avancés, notant que « le projet annonce l'absorption de 200 000 tonnes de CO₂ par an, ce qui équivaut aux émissions d'une ville de seulement 16 000 habitants ». Antoine Huard rehausse ce chiffre et parle plutôt de 350 000 tonnes de CO₂ absorbées.

Par ailleurs, les élus écolos réclament « des garanties sur l'absence de rejets polluants, notamment de PFAS, et une transparence complète sur les émissions, incluant NO_x, traînées de condensation et cirrus, dont l'impact climatique est bien supérieur au seul CO₂ ». Il faut dire que le territoire seinomarin reste encore très marqué par les épisodes de

pollution d'industriels récents, entre [Lubrizol](#) et [Bolloré Logistics](#).

Concernant **les risques de pollution**, « il n'y aura pas d'autres rejets autres que de l'eau. Nous allons aussi rejeter de l'oxygène, sauf si nous trouvons des moyens de le valoriser », répond Antoine Huard. Sur **les nuisances sonores**, le directeur général de Verso Energy rappelle que l'usine sera « soumise à une autorisation ICPE qui contraint le bruit émis. Nous serons en deçà des normes ». Il ajoute qu'il n'y aura « aucune odeur ».

Peu convaincu, le Groupe Écologistes Rive Gauche appelle à un moratoire sur le projet Dezir et à « une véritable consultation citoyenne sur l'avenir énergétique et écologique de notre territoire ».

Antoine Huard conclut : « Nous sommes toujours dans le dialogue, y compris avec les élus qui le souhaitent. Nous avons obtenu le soutien de l'Ademe, l'Agence de la transition écologique. Ce projet est solide et mérite mieux que des caricatures ».

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le Havre. Prévention et mesures pour un été moins risqué

Luc Gallais

~3 minutes

La scène a eu de quoi en surprendre plus d'un, mercredi 8 juillet, sur la plage du Havre. Alors que certains piquaient une tête dans l'eau, l'hélicoptère de la Sécurité civile, Dragon 76, survolait le secteur. Il s'agissait d'un sauvetage fictif, avec un treuillage à dix mètres au-dessus de l'eau, pour secourir un nageur en difficulté depuis un bateau de la SNSM locale. Un exercice impressionnant alors que ce jour-là, Dragon 76 a pu être mobilisé notamment à Saint-Jouin-Bruneval pour porter assistance à [un homme de 73 ans qui n'a pas survécu à un arrêt cardiorespiratoire](#).

"Un comportement responsable"

La collaboration de différents services (pompiers, Sécurité civile, SNSM, police) illustre la volonté d'une mobilisation accrue en ce début d'été (voir ci-dessus). Jean-Benoît Albertini, le préfet de la Seine-Maritime, a voulu transmettre des messages de prévention, notamment en cette période de canicule. L'Etat met des moyens, à travers le déploiement d'un

dispositif coordonné de prévention, de contrôle et d'intervention pour garantir la sécurité des habitants, touristes, saisonniers et usagers du littoral. *"On a une saison estivale qui a démarré très tôt, et qui comprend des risques d'accident, sur un territoire de plus en plus accueillant. On a déjà connu des noyades, [avec plusieurs décès](#), des jeunes en particulier parce qu'ils sont tentés de se rafraîchir dans des zones pas toujours sécurisées. C'est là que le danger réside. Alors qu'on a des lieux de baignades surveillées qui permettent d'être en toute sécurité."*

L'accent a été mis sur les côtes et dans les bases de loisirs. *"Il faut un comportement responsable, respecter les règles, pour éviter des interventions très techniques"*, appuie le préfet de Seine-Maritime. Au total, 26 postes de secours, avec 294 surveillants de baignade, sont mis en place. Pour cet été, la gendarmerie a prévu un renforcement de 40 militaires, en majorité des réservistes, sur le littoral et la base de loisirs de Jumièges. Un vivier de 225 réservistes de policiers est activé pour réaliser des patrouilles et prévenir les risques de vol. *"L'été, il y a une délinquance d'opportunité, c'est une période d'attention sur la sécurité des personnes et des biens"*, insiste Jean-Benoît Albertini.

Dans une mer agitée, une baigneuse secourue après avoir disparu pendant 30 minutes en Seine-Maritime

Augustin Bouquet des Chaux

~2 minutes

Samedi 11 juillet 2026, les bénévoles de la SNSM de Dieppe (Seine-Maritime) ont été engagés pour porter secours à une baigneuse au large de Dieppe. Elle a pu être secourue.

Sur le même thème

[Manche \(mer\)](#)

[Pompiers](#)

[SNSM](#)





Les bénévoles de la SNSM ont été mobilisés pour porter secours à une baigneuse au large de Dieppe. ©Archives/C.L

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 15 juil. 2026 à 9h02

Dans la soirée du **samedi 11 juillet 2026**, les bénévoles de la société nationale de sauvetage en mer, la SNSM, ont été mobilisés pour porter secours à une baigneuse disparue depuis plus de 20 minutes au large de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#).

La sortie du port était difficile à cause d'une mer agitée mais comme le souligne la SNSM sur sa page [Facebook](#), « l'entraînement de nos patrons de canot permet une maîtrise du canot tout temps ».

Les sauveteurs bénévoles, mobilisés par le CROSS, se sont réparti les secteurs de recherche avec les spécialistes nautiques des pompiers. « Après plusieurs dizaines de minutes de recherches, la baigneuse a finalement été retrouvée saine et sauve par les équipes à terre » conclut la SNSM.

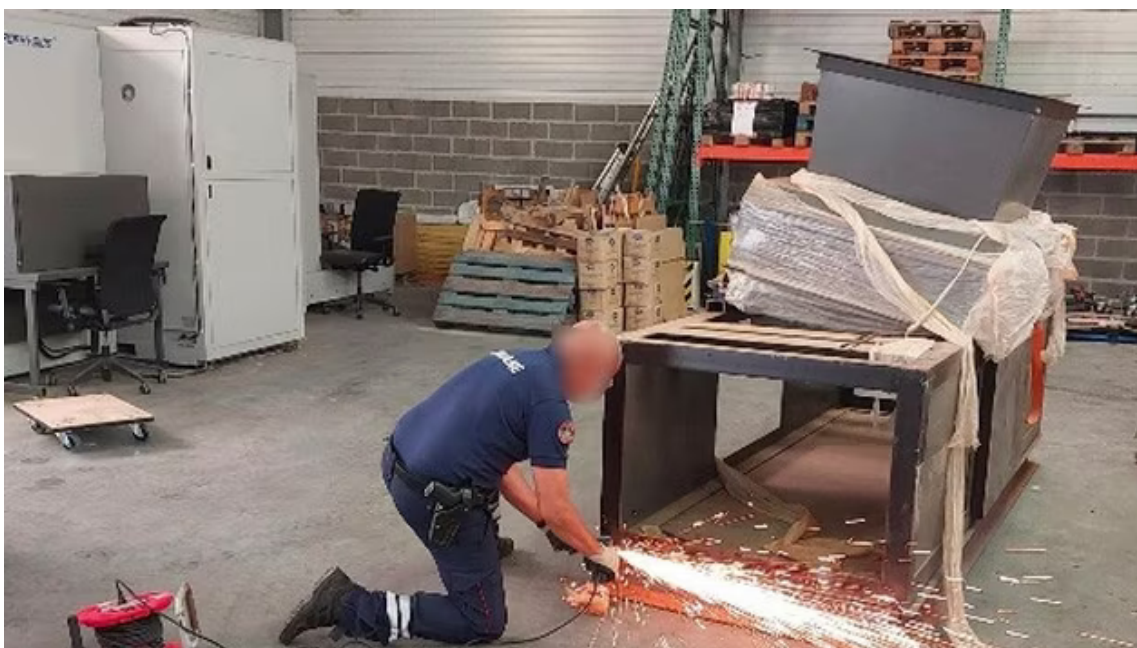
Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Une prise d'ampleur » : les douanes du Havre ont saisi 2,5 tonnes de cannabis cachées dans un conteneur

Ouest-France

6–8 minutes

Alors que les saisies de cocaïne sont courantes dans les ports, la voie maritime est moins utilisée pour faire entrer du cannabis sur le territoire français. Les douaniers du Havre ont pourtant découvert, fin juin, près de 2,5 tonnes de cette drogue cachée dans des caissons métalliques camouflés dans un conteneur. La valeur de la marchandise est évaluée à 20 millions d'euros.



Pour accéder aux caches, les douaniers ont dû démonter les

caissons métalliques à la meuleuse. | DOUANES FRANÇAISES

Des douaniers ont saisi fin juin 2,5 tonnes de résine de cannabis dissimulées dans des caissons métalliques dans un conteneur qui transitait par le port du Havre, une prise «d'ampleur» d'une valeur estimée à environ 20 millions d'euros, ont annoncé vendredi 10 juillet les douanes. «Cette prise est plus de six fois supérieure au volume de cannabis saisi par voie maritime sur l'ensemble de l'année 2025», durant laquelle les douaniers ont mis la main sur plus de 67 tonnes de cannabis au total, selon un communiqué relayé par l'AFP.

Lire aussi : [Derrière le narcotrafic, une logistique de pointe pour acheminer la drogue dans les ports français](#)

C'est «l'itinéraire atypique» du conteneur qui a mis la puce à l'oreille des agents : en provenance du Sénégal, il était à destination de la Libye et transportait «des machines-outils». Les images obtenues lors d'un contrôle au scanner ont révélé «des anomalies compatibles avec la présence de marchandises dissimulées dans des caches spécialement aménagées», poursuit le communiqué.

Plusieurs heures de démontage

Puis en ouvrant le conteneur, les douaniers sont tombés sur les machines-outils de deux tonnes chacune, «installées sur d'imposants caissons métalliques» dont ils soupçonnaient qu'ils pouvaient contenir des caches renfermant «les éléments suspects». S'en sont suivies plusieurs heures de démontage

«à la meuleuse, en pleine canicule» afin d'accéder aux caches où se trouvait la drogue, d'une valeur estimée à près de 20,5 millions d'euros, selon les douanes.

La valeur de la marchandise saisie par les douaniers du Havre est estimée à plus de 20 millions d'euros. | DOUANES FRANÇAISES

Les douanes ont rappelé que, [à la différence de la cocaïne](#), «le vecteur maritime (0,6 %) est rare pour les saisies» de cannabis, «principalement acheminé par voie terrestre (74,8 %) et postale (15 %)

Début juillet, le ministre des Comptes publics David Amiel a annoncé [un vaste plan douanes](#) de 419 millions d'euros pour faire face à la «déferlante» de drogues, notamment de cocaïne, promettant des recrutements et de déployer 25 scanners supplémentaires sur l'ensemble du territoire d'ici 2030.

Canicule : la Normandie sort peu à peu de la vigilance, un seul département reste en rouge

Hélène Leforestier

3-4 minutes

Dans son bulletin de vigilance canicule du 13 juillet 2026 à 6h, Météo France a repassé plusieurs départements normands en jaune. Seule l'Eure reste en vigilance orange et l'Orne en vigilance rouge.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Hélène Leforestier](#)

Publié: 13 Juillet 2026 à 07h36 Temps de lecture: 1 min

Se dirige-t-on, lundi 13 juillet 2026, vers des températures plus respirables ? C'est ce que semble annoncer le dernier [bulletin de vigilance](#) émis par Météo France.

En Normandie, seul le département de l'Orne reste en vigilance

rouge canicule. Le département de l'Eure reste de son côté en vigilance orange. Cependant trois départements passent en vigilance jaune : la Seine-Maritime, la Manche et le Calvados. Pour la journée du 14 juillet, l'Orne devrait à son tour repasser en vigilance orange.

Orages et baisse des températures

Les prévisions météo de la journée annoncent la survenue d'orages dans l'après-midi, en provenance du sud de la région. Ils devraient s'accompagner d'une légère baisse des températures. La nuit s'annonce plus fraîche que celle que nous venons de vivre, ce qui devrait permettre de retrouver le repos.

Mardi, la journée sera encore chaude mais le ciel voilé. On attend de nouveaux orages mercredi 15 juillet, qui devraient favoriser une baisse des températures pour la fin de la semaine.

Vigilance incendie

Si la vigilance canicule semble s'éloigner, ce n'est pas le cas de la vigilance incendie. Les cinq départements normands présentent un risque élevé d'incendie, notamment dans les forêts et les espaces naturels.

De nombreux incendies de broussaille et de champs ont eu lieu ces derniers jours dans l'Eure et en Seine-Maritime.

Lire aussi



Pourquoi la préfecture autorise-t-elle la pêche de tous les poissons dans cette commune près de Rouen ?

Benoît Marin-Curtoud

6–7 minutes

Anti-écologique ? Un récent arrêté préfectoral autorise une association à capturer absolument tous les poissons dans deux zones de la rivière du Cailly. C'est une étape du processus de revitalisation de la faune locale.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Benoît Marin-Curtoud](#)

Publié: 13 Juillet 2026 à 13h10 Temps de lecture: 1 min

« *C'est sûr, on aimerait bien que le Cailly soit plus poissonneux* », explique André, la moustache au vent, surpris en train de faire traîner ses hameçons dans le Cailly un dimanche de juillet 2026.

Lui qui est plus habitué des cours d'eaux du Vercors, où il taquine la truite dans la Bourne et le Furon, ne dédaigne pas

tenter sa chance à [Maromme](#) où il peut remonter parfois des chabots, de la truite arc-en-ciel voire des épinoches.

« Il n'y a pas grand-chose ici et je remets toujours mes prises à l'eau », regrette-t-il.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Par contre, pas d'avis pour une jeune pêcheuse, qui venait d'acheter son permis la veille histoire de se distraire et qui, ce même dimanche, trempait le bouchon pour la première fois à quelques dizaines de mètres seulement de l'artère principale de Maromme.

Une opération de sauvetage avant des travaux

L'arrêté préfectoral – publié le 10 juillet 2026 – autorisant une association bien particulière à capturer toute la faune du Cailly dans les environs de la Poudrière royale et au droit du site de l'Abbé-Grégoire, en plein centre-ville de Maromme, va-t-il dégrader encore un peu plus la situation faunistique de cette petite rivière au nord de Rouen dont la restauration de la continuité écologique a été classée « *prioritaire* » par [le schéma d'aménagement et de gestion des eaux \(SAGE\)](#) mis en musique par le syndicat des bassins-versants Cailly-Aubette-Robec ?

Pas du tout, et cette capture généralisée est une étape de la restauration de la faune dans ce petit cours d'eau qui depuis quelques années fait l'objet de toutes les attentions pour qu'il retrouve un état proche du naturel, lui qui a été « traumatisé » au XIXe siècle par [la multiplication de filatures et de briqueteries](#)

le long de son cours.

Depuis, le lit de la rivière est parfois totalement constitué de déchets de briques et les poissons ont bien du mal à remonter vers l'amont avec les anciens moulins qui en rompent le cours.

Ainsi, en 2022, l'ancien moulin de l'usine Pellerin à [Malaunay](#) a été détruit et, surtout, en 2027, des travaux vont être menés à côté du marché d'intérêt national pour que le cours d'eau – qui passe en souterrain sur 500 mètres à cet endroit – se retrouve à ciel ouvert au moment de se jeter dans la Seine.

Les vestiges de moulins sur le site de l'Abbé-Grégoire et de la Poudrière royale bientôt détruits

La préfecture, via son arrêté, autorise désormais l'association Seine-Normandie migrateurs ([Seinomigr](#)) à capturer tous les poissons dans les environs de la Poudrerie royale et du site de l'Abbé-Grégoire afin de le préserver, de les soigner et ensuite de les remettre à l'eau.

Les pêches auront lieu le 24 août, les 14 ou 17 septembre et les 19 ou 23 octobre 2026 en utilisant des unités électriques pour prélever les animaux.

« Tous les poissons capturés seront remis soigneusement dans leur milieu d'origine, en amont ou en aval de la zone de travaux, après biométrie », précise la préfecture.

Car l'objectif est bien d'écarter la faune le temps de mener des travaux de destruction de trois anciens moulins plantés dans le lit de la rivière afin qu'anguilles, lamproies de Planer et truites

Près de Dieppe, un feu d'herbes détruit 2 hectares de végétation et mobilise dix-sept pompiers

Arnaud Commun

4–5 minutes

Un incendie s'est déclaré en bordure de route, dans un village situé entre Dieppe et Londinières, ce lundi 13 juillet 2026, en début d'après-midi. Il a détruit 2 hectares de végétation et mobilisé dix-sept pompiers.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Arnaud Commun](#)

Publié: 13 Juillet 2026 à 19h09 Temps de lecture: 1 min

Un feu d'herbes s'est déclaré en bordure de la rue d'Orival, à Saint-Jacques-d'Aliermont, village situé entre Dieppe et Londinières, le lundi 13 juillet 2026, peu avant 13h40. Les flammes sont apparues dans une parcelle de 5 hectares.

Six engins déployés

[Le feu, attisé par le vent, s'est propagé](#). Dix-sept sapeurs-pompiers, à bord de six engins, ont été envoyés sur les lieux par le centre de traitement des appels des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime.

Ils ont réussi à stopper le développement de l'incendie, avant qu'il ne détruise toute la parcelle. Au total, 2 hectares d'herbage ont brûlé. Des [gendarmes de la communauté de brigades d'Envermeu](#) se sont aussi rendus sur les lieux, afin de faire toute la lumière sur ce départ de feu.

Mairie sur place

Au moins un représentant de la mairie était aussi sur place pendant l'intervention des secours, précise de le Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours.

Lire aussi



[Notre sélection de sorties dans l'Eure et en Seine-Maritime pour le week-end du 18 juillet](#)



« Nous devons même arroser les vaches » : face aux canicules répétées, les agriculteurs sont inquiets en Seine-Maritime

Charline Buchard

8–10 minutes

Depuis fin juin 2026, des vagues de chaleur frappent la France. Si en Seine-Maritime le bilan est moindre, les élevages d'animaux sont fragilisés et les agriculteurs, inquiets.

Sur le même thème

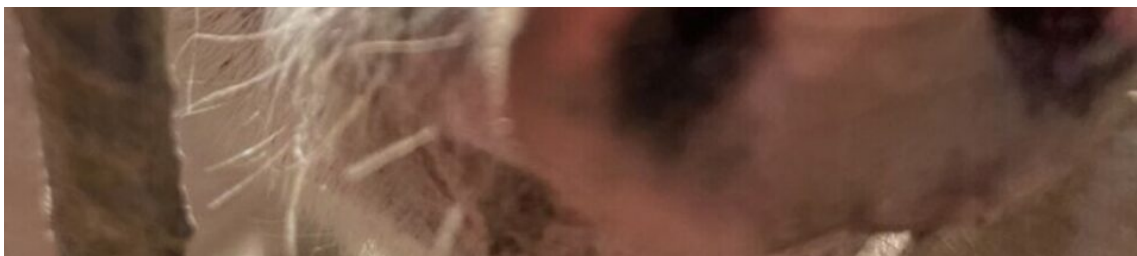
[Agriculture](#)

[Animaux](#)

[Canicule](#)

Article réservé aux abonnés





Comme d'autres animaux, les cochons ne transpirent pas et souffrent des épisodes de forte chaleur (©CB/76actu)

Par [Charline Buchard](#) Publié le 15 juil. 2026 à 6h21

Entre le 22 et le 27 juin 2026, un premier épisode de [canicule](#) a frappé une grande partie de la France. Puis, les températures ont à nouveau explosé début juillet. Dans certaines régions comme la Mayenne ou la Sarthe, les **pertes animales** ont été particulièrement lourdes, notamment dans les **élevages de volailles et de porcs**. En Seine-Maritime, si la situation est restée sous contrôle, une **hausse des décès** est à déplorer et les animaux ont globalement **souffert de la chaleur**, affectant la [production](#) des exploitations.

« Les vaches tiraient littéralement la langue »

À la [ferme des Fresnes](#), à l'est de Rouen, M. Levavasseur a dû adapter son organisation face à la chaleur. « **Cette nouvelle canicule a été très difficile pour mes vaches laitières** », explique-t-il.

Malgré des horaires aménagés, un accès à l'ombre et des systèmes de ventilation, certains de ses animaux ont montré des signes inquiétants, « nous devons même **arroser les vaches** pendant l'après-midi, environ 10 d'entre elles tiraient littéralement la langue, ce qui est un vrai signe de détresse ».

Conséquence directe de cette vague de chaleur : **une baisse de production**. « En moyenne, les vaches ont perdu 4 litres de lait par jour, soit environ 15 % de leur production habituelle. » Une chute qui a perduré plusieurs jours après ce premier épisode caniculaire et alors que le département subit déjà une [nouvelle vague de chaleur](#).

Les températures qui ont avoisiné les 40 degrés, ont également affecté la reproduction, avec **des vêlages prématurés et des vaches allaitantes fragilisées**.

Si aucune mortalité n'est à déplorer dans cet élevage, l'agriculteur reste inquiet, « ces phénomènes de plus en plus fréquents affectent nos animaux. J'ai la chance de ne pas avoir essuyé de perte, mais rien ne garantit que ce sera toujours le cas ».

« Passé 40 degrés, le danger est réel »

Même constat chez Xavier Van Den Bossche, éleveur porcin et président de la FNSEA 76. « Les animaux souffrent de la chaleur autant que les humains, voire davantage. »

Dans son exploitation, aucun décès n'a été enregistré dans son cheptel, notamment grâce à une **mobilisation continue de l'équipe** et une **gestion fine des températures**. « Nous avons réussi à maintenir les bâtiments à 38 degrés maximum. Passé 40 degrés, le danger est réel pour les animaux et notamment les cochons qui ne transpirent pas », indique-t-il.

Pour y parvenir l'agriculteur n'a **rien laissé au hasard** : ventilation et renouvellement de l'air, humidification des sols,

adaptation des horaires d'alimentation et surveillance accrue de ses animaux.

Mais tous les élevages ne disposent pas des mêmes équipements, et **les animaux les plus fragiles restent particulièrement exposés.**

En Seine-Maritime, le taux de mortalité a été plus élevé chez des animaux âgés ou en situation vulnérable comme la gestation ou l'allaitement : « Par chance, nous n'étions pas dans une semaine de naissance (NDLR, les naissances interviennent généralement toutes les trois semaines au sein d'un élevage porcin). Durant cette période, les truies en gestation ou qui viennent de mettre bas ainsi que leurs petits sont beaucoup plus **sensibles aux variations de température.** »

Un afflux inédit de carcasses collectées

Au sein de la société d'équarrissage Akiolis, responsable de la collecte de la région, l'épisode a entraîné **un pic d'activité inédit.** « Nous avons atteint des volumes jamais vus, même durant la canicule de 2003 », indique Paul-Marie Dabezies, responsable communication.

En Seine-Maritime, les collectes ont bondi **de plus de 200 % les 24 et 25 juin derniers** par rapport à l'année passée. Le 24 juin, journée la plus chaude, les hausses atteignent plus de **43 % pour les bovins, 337 % pour les porcins et 117 % pour les volailles.** Des chiffres d'autant plus marquants que les variations habituellement absorbées par la société oscillent

entre 10 et 20 %.

Autre difficulté pour la société : la chaleur qui dégrade rapidement les carcasses et complique leur traitement. Face à cet afflux, la filière cumule un **retard considérable de traitement avec des stocks dans les centres de collecte et l'usine de transformation.**

Pour pallier, des mesures exceptionnelles ont ainsi été mises en place, notamment des dérogations de l'État, permettant aux exploitants **d'enfourir** des carcasses **sous conditions strictes** ou le cas échéant, de faire acheminer les carcasses dans un centre d'enfouissement agréé.

« Il faut relativiser »

Pour Laurence Sellos, éleveuse avicole et présidente de la Chambre d'agriculture de Seine-Maritime, si ce constat reste inquiétant, les conclusions doivent cependant être **nuancées.**

Il faut relativiser les données et parler en valeur plutôt qu'en pourcentage. Sachant qu'une vache moyenne pèse environ 700 kg et un porc moyen, 300 kg, un seul animal peut entraîner une variation considérable du pourcentage.

Du 22 au 27 juin, les collectes sont ainsi passées d'environ 130 à 203 bovins, de 10 à 57 porcins et de 300 à 1750 volailles

Des chiffres à replacer à l'échelle du territoire, qui compte environ 2000 exploitations d'élevage, d'après le dernier recensement agricole de la région (Agreste). Rapportées à l'ensemble des exploitations, **ces pertes demeurent limitées comparées à d'autres régions de France** beaucoup plus

touchées. « Ces données correspondent également aux jours de collecte, qui ne sont pas nécessairement les dates exactes de décès, ce qui peut accentuer l'effet de pic », détaille Laurence Sellos.

Sur son exploitation, l'agricultrice évoque « quelques étouffements, mais rien de dramatique comme cela a pu être le cas ailleurs ».

Au sein de son exploitation, les **mêmes initiatives** : ventilation continue, arrosage des animaux et des toitures, libre accès aux bâtiments... « On a surveillé la température dans le poulailler comme le lait sur le feu ! détaille-t-elle. Au-delà de 38 degrés, il y a **un vrai risque vital pour les volailles** donc nous étions en veille permanente et nous avons mis en œuvre et de façon urgente tout ce qui était possible pour éviter d'atteindre ce seuil. »

Anticiper et s'adapter à un nouveau climat

Si la Seine-Maritime a été **relativement épargnée** par rapport à d'autres régions, la souffrance animale est bien réelle. « Il faut savoir que passé les 25 degrés, les animaux sont déjà en difficulté », rappelle Laurence Sellos.

Face à la **répétition de ces épisodes**, l'enjeu devient structurel. « Auparavant, l'objectif était d'isoler nos bâtiments du froid pour protéger les animaux durant l'hiver. Aujourd'hui, la chaleur extérieure est également à prendre en considération », souligne Xavier Van Den Bossche.

Brumisation, ventilation, aménagement des bâtiments : les

investissements sont lourds mais indispensables. « **Il faut s'adapter**, on a des investissements à faire qui sont conséquents, mais nécessaires. Car si les canicules étaient autrefois exceptionnelles, aujourd'hui ce sont des **phénomènes de plus en plus récurrents** et qu'il faudra intégrer dans notre métier ».

Pour accompagner cette transition, la Chambre d'agriculture propose des accompagnements sur mesure comme notamment [ClimaTerra](#), un outil gratuit pour diagnostiquer la vulnérabilité d'une l'exploitation face au changement climatique et les leviers à actionner pour y remédier.

Les éleveurs sont unanimes : si les mortalités sont restées limitées dans le département, **les animaux sortent affaiblis** de cette vague de chaleur. Et avec des canicules appelées à se multiplier, c'est toute la filière qui doit désormais **apprendre à composer avec les changements climatiques**.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Incendie de Fontainebleau : un pompier volontaire avoue avoir mis le feu

Christophe Frebou

3-4 minutes

Parmi les suspects interpellés l'un d'eux a reconnu, mardi 14 juillet 2026, avoir mis le feu à des brindilles avec de l'essence. Il s'agit d'un pompier volontaire.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par Christophe FREBOU avec AFP

Publié: 14 Juillet 2026 à 16h57 Temps de lecture: 2 min

C'est à la procureure de la République de Fontainebleau qu'est revenu de faire l'annonce, stupéfiante, choquante. Un des hommes interpellés dans le cadre de l'enquête autour de l'incendie de la forêt de Fontainebleau a reconnu, mardi 14

juillet 2026, « *avoir mis le feu à des brindilles avec un briquet et de l'essence* ». Il s'agit d'un pompier volontaire de Fontainebleau « *né en 2007, sans antécédent judiciaire* ».

Un autre homme, né en 2007, « *a reconnu avoir accidentellement mis le feu en jetant sa cigarette au niveau du grand parquet à côté de la faisanderie à Fontainebleau* ».

« *Aucun lien entre ces deux mis en cause n'a été établi* » et leur garde à vue a été prolongée, a-t-elle ajouté. Deux autres hommes, l'un né en 1975 et inconnu de la justice, et l'autre né en 2005 et « *déjà connu de la justice pour des faits routiers* », sont aussi en garde à vue, également soupçonnés dans l'incendie qui s'est déclaré lundi après-midi et qui avait parcouru 450 hectares mardi à la mi-journée.

Plus de 2000 hectares

Déjà plus de 2000 hectares de la forêt domaniale du sud de Paris ont brûlé alors que de nouveaux départs de feu sont régulièrement signalés. Dans le cadre de l'enquête concernant cet incendie majeur qui ravage cette forêt depuis dimanche 12 juillet 2026, six personnes ont été interpellées et placées en garde à vue.

En tout, concernant les violents feux de forêts survenus en France au cours des derniers jours, 59 personnes ont été interpellées pour des mises à feu volontaires ou accidentelles. Dont 29 mineurs, avec des profils très différents.

Lire aussi



53 pompiers mobilisés à Rouen pour éteindre l'incendie d'un immeuble du centre historique

Mehdi Chebana et Sylvain Auffret

5-6 minutes

Un incendie s'est déclaré dans la soirée de mardi 14 juillet 2026, au deuxième étage d'un immeuble du centre-ville de Rouen. Le feu a gagné la partie supérieure du bâtiment, déclenchant l'envoi d'importants moyens.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par Mehdi Chebana et Sylvain Auffret

Publié: 14 Juillet 2026 à 22h40 Modifié: 15 Juillet 2026 à 07h48

Temps de lecture: 1 min

Un incendie s'est déclaré dans la soirée de mardi, 14 juillet 2026, dans un appartement du deuxième étage d'un immeuble situé au 30 de la rue des Faulx, tout près des jardins de l'Hôtel

de ville de Rouen. La fumée dégagée était perceptible dans tout le secteur.

Une fumée importante

Vingt-quatre pompiers ont été initialement envoyés sur place à bord de neuf véhicules. L'immeuble, destiné à des locataires saisonniers, était vide, mais deux personnes d'un immeuble mitoyen ont été évacuées.



S'agissant d'un bâtiment situé dans le vieux Rouen, d'importants renforts ont été envoyés. - Photo : Sylvain Auffret / Paris Normandie

Contenu dans un premier temps, le feu, par la structure bois, a gagné les combles. S'agissant d'un bâtiment situé dans le vieux Rouen, une demande de renforts massifs a été effectuée par le lieutenant-colonel Eric Tirelle, chef du groupement territorial de

Rouen et commandant des opérations de secours.

Le périmètre de sécurité a aussi été élargi à la rue eau de Robec.

L'incendie a gagné le toit

Au total, ce sont 53 sapeurs-pompiers et 13 engins, dont trois grandes échelles, qui ont participé à l'opération.



À minuit passé, le feu, qui avait gagné les combles, était circonscrit. - Photo : Sylvain Auffret / Paris Normandie

Vers minuit, le feu était circonscrit grâce à cinq lances et trois moyens aériens. « *La suite des opérations va consister à finir d'éteindre l'incendie et évaluer le risque d'effondrement avec l'envoi d'une équipe spécialisée dans la reconnaissance bâtementaire* », a déclaré le lieutenant-colonel.

Des parties en bois de cet immeuble en colombage risquaient

effectivement de chuter. Le dispositif a été maintenu toute la nuit et un périmètre de sécurité reste en place autour de l'habitation.



S'agissant d'un bâtiment situé dans le vieux Rouen, d'importants renforts ont été envoyés. - Photo : Sylvain Auffret / Paris Normandie

Selon le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, une personne légèrement blessée a été transportée au CHU de Rouen .

Lire aussi



Plusieurs champs ravagés par des incendies autour de Rouen : deux agriculteurs blessés

Adrien Filoche

~3 minutes

Ce dimanche 12 juillet 2026, les pompiers ont été mobilisés pour des feux dans des champs agricoles en Seine-Maritime. Deux agriculteurs ont été blessés.

Sur le même thème

[Feux de forêt](#)

[Incendie](#)

[Pompiers](#)





Ce dimanche 12 juillet 2026, les pompiers sont intervenus à de nombreuses reprises pour des feux dans des champs agricoles en Seine-Maritime. (©Image transmise par un lecteur)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 12 juil. 2026 à 19h59

Des conséquences bien visibles de la canicule. Ce dimanche 12 juillet 2026, les pompiers de la Seine-Maritime sont intervenus à de nombreuses reprises dans les alentours de [Rouen](#) pour des [incendies](#) touchant des champs agricoles. **Plusieurs hectares sont partis en fumée et deux agriculteurs ont été blessés.**

Plusieurs feux agricoles en Seine-Maritime

Les secours sont notamment intervenus vers 12 heures sur la commune de Bosc-Hyons, à l'est de Rouen, où un feu s'est déclaré dans un champ, touchant quatre hectares. « Deux agriculteurs ont été légèrement blessés », fait savoir le Sdis76 (Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime). Les deux victimes ont été transportées au [CHU de Rouen](#).

À lire aussi

•



[« On n'en avait jamais vu si tôt dans l'année » : comment les pompiers de Seine-Maritime se préparent aux feux de forêts](#)

Les sapeurs-pompiers sont également intervenus dans la journée au nord de Rouen : sur la commune de **Saint-Vaast-du-Val** pour un feu agricole sur un hectare ; sur la commune de **Sierville** où six hectares de champ de blé ont brûlé. Pour ces deux incidents, aucune victime n'est à déplorer.

Un feu de champ dans l'Eure

Ce dimanche 12 juillet, plus tôt dans la journée, un incendie s'était également déclaré dans l'Eure un champ situé au niveau de la [commune de Bourg-Beaudouin](#), à l'est de Rouen. Près de 10 hectares ont brûlé.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le projet de logements insolites de la Métropole de Rouen ajourné

Mélanie Bourdon

5–6 minutes

La Métropole de Rouen avait présenté, en 2023, un projet de création de trois habitats insolites, afin de renforcer l'offre touristique. Une belle idée, qui ne verra peut-être jamais le jour. Explications.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



La maison insolite qui devait être implantée à Amfreville-la-Mivoie ne sera pas construite, pour le moment. - ERGØN &



Par [Mélanie Bourdon](#)

Publié: 14 Juillet 2026 à 18h17 Temps de lecture: 1 min

La promesse était alléchante. En [2023](#), la Métropole de Rouen annonce la construction de trois logements insolites destinés à la location touristique. Trois communes sont déjà sélectionnées : Amfreville-la-Mivoie, Grand-Couronne et Saint-Pierre-de-Manneville.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le 18 février 2026, la commune d'Amfreville-la-Mivoie, dont le projet est le plus avancé, accorde un permis de construire précaire de cinq ans à la Métropole de Rouen pour la construction d'une maison parallélépipédique.

Permis de construire que la Préfecture de Seine-Maritime dénonce auprès du tribunal administratif. Ce dernier vient de donner raison au préfet, en annulant le permis.

Des coûts qui explosent

« *Nous étions un peu sur une zone naturelle où il ne peut pas y avoir de construction, en théorie* », justifie Hugo Langlois, maire d'Amfreville-la-Mivoie et vice-président de la Métropole de Rouen.

Le cahier des charges prévoyait la construction de logements déconnectés des [réseaux](#) d'eau et d'électricité : « *il n'y avait pas de tranchée. Le logement devait être démontable* ».

Des échanges entre les services de la Métropole et la Préfecture permettent d'instruire le permis mais « *le préfet a contesté sa légalité* ».

Une décision qui n'affecte pas l' élu : « *dans le même temps, comme peu de maîtres d'œuvre sont habitués à construire ce type de logements, les coûts ont explosé* ». L'enveloppe allouée, initialement pour la construction de l'hébergement augmente considérablement.

Il en va de même pour la maison triangulaire, sur pilotis prévue à Grand-Couronne ou encore pour la cabane dans les arbres qui devait voir le jour à Saint-Pierre-de-Manneville.

« *Nous avons renoncé aux trois projets. Les contraintes budgétaires sont très importantes.* » Le projet de loi de finances risque d'entraîner la perte de 30 millions d'euros pour la Métropole de Rouen, cette année.

Pour autant, la Métropole n'abandonne pas complètement ce projet : « *On espère vraiment, dans le cadre du tourisme de proximité, le voir aboutir* ». Mais quand ? La question reste ouverte.

Lire aussi



Des logements locatifs voient le jour dans cette commune au bord de la mer près de Dieppe

Rédaction Dieppe

~3 minutes

Avec une offre limitée sur la zone littorale, cette commune près de Dieppe (Seine-Maritime) a inauguré un nouveau lotissement. Ce projet comprend six logements locatifs.

Sur le même thème

[Logement](#)

[Terroir-de-Caux](#)





Le programme comprend six logements locatifs intergénérationnels accueillant des seniors et des familles à Quiberville-sur-Mer (Seine-Maritime). ©Photo transmise à la rédaction

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 15 juil. 2026 à 6h00

Trouver des **logements locatifs** dans des communes situées sur la zone littorale peut s'avérer très compliqué. L'offre est aujourd'hui limitée et la demande croissante, un constat qui n'arrange en rien les municipalités lorsqu'il s'agit de préserver une dynamique démographique.

À [Quiberville-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#), le projet de **construction du lotissement des Pommiers** par le bailleur social 3F Normandie, en partenariat avec la communauté de communes de Terroir-de-Caux, a été le bienvenu. D'autant qu'il intégrait une offre locative pour les seniors.

Six logements individuels

Le programme de construction est finalisé, les six logements individuels, soit deux T2 et quatre T3, créés rue de l'église, ont été inaugurés vendredi 3 juillet 2026 par François Homer, directeur adjoint de 3F Normandie, au côté de Jean-Luc Cornière, président de Terroir-de-Caux, de la conseillère départementale Imelda Vandecandelaère et des élus locaux.

Une visite d'un logement témoin a été proposée permettant à

3F Normandie de présenter les différentes caractéristiques de ces logements modernes et économes en énergie. Certains sont dotés de pompes à chaleur individuelles.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ces nouveaux logements, conçus par A4 architectes, offrent un cadre de vie agréable avec aire de convivialité et espaces verts communs.

Le montant total de l'opération se chiffre à 1 323 280 €, il a été financé à plus de 95 % par 3F Normandie.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Travaux sur le réseau d'eaux usées à Montivilliers : la circulation perturbée pendant plus d'un mois

Paris Normandie

~2 minutes

À Montivilliers, des [travaux](#) sont actuellement menés sous le pont de l'avenue de la Belle Étoile, entre le cinéma et la jardinerie Desjardins, afin de sécuriser le réseau d'eaux usées.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ce chantier, confié par la Communauté urbaine à l'entreprise SNET, doit permettre la pose d'un fourreau en polyéthylène haute densité sous l'ouvrage. L'objectif est de préparer le renouvellement d'une canalisation essentielle, qui collecte les eaux usées de la partie est de la ville, notamment de l'avenue Foch et des rues voisines.

Selon la Communauté urbaine, cette intervention vise à prévenir tout risque de rupture du réseau, qui pourrait entraîner un rejet d'eaux usées non traitées dans la Lézarde, avec des conséquences importantes pour l'environnement.

Circulation interdite dans le sens montant

L'opération présente une forte contrainte technique : les équipes interviennent en encorbellement sous le tablier du pont, à l'aide d'une nacelle dite « négative », l'accès par-dessous étant rendu impossible par la présence de la Lézarde et les travaux en cours sur la plateforme du [tramway](#).

La circulation reste autorisée dans le sens descendant, mais interdite dans le sens montant, avec une déviation mise en place par la voie rapide de la Lézarde puis la rocade Nord, en direction de l'avenue Pierre Mendès France, au niveau de l'hôpital Jacques Monod. Prévu pour durer un mois et demi, le chantier a été programmé pendant les vacances d'été afin de limiter son impact sur les déplacements quotidiens mais depuis le début du chantier, des ralentissements sont constatés dans le secteur.

Hautot-le-Vatois. La Cauchoise Christine Lagarde élevée à la dignité de grand officier

Julien Delastre

~2 minutes

La présidente de la Banque centrale européenne (BCE), [Christine Lagarde](#), a été élevée à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur, l'un des plus hauts grades de cette distinction créée en 1802 par Napoléon Bonaparte.

Cette promotion, publiée au Journal officiel, a récompensé d'autres personnalités comme l'actrice Nathalie Portman, le professeur Serge Haroche, prix Nobel de physique, ou encore l'ancien footballeur, Marius Trésor. Cette année, 619 personnalités, mais seules quatre accèdent au grade de grand officier.

Une grande Dame

Avant de prendre les rênes de la BCE en 2019, Christine Lagarde s'est imposée comme l'une des figures de la vie politique et économique française. Elle entre au gouvernement en 2005 comme ministre déléguée au Commerce extérieur, sous la présidence de Jacques Chirac. Deux ans plus tard,

Nicolas Sarkozy la nomme ministre de l'Agriculture et de la Pêche, avant de lui confier le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi.

En 2011, elle quitte le gouvernement pour prendre la direction générale du Fonds monétaire international (FMI). Reconduite à la tête de l'institution en 2016, elle démissionne trois ans plus tard pour devenir la première femme à prendre la tête de la Banque centrale européenne.

Le pays de Caux dans le cœur

Si son parcours l'a menée de Paris à Washington, puis à Francfort, elle reste fortement attachée au pays de Caux. En effet, celle qui a grandi au Havre possède depuis plus de 30 ans une résidence à Hautot-le-Vatois, où elle se rend régulièrement.

La DGFIP planche sur une vaste restructuration de son réseau territorial, avec la suppression de plus de 300 sites

Par Philippine Ramognino

3-4 minutes

Par [Philippine Ramognino](#) - 10 juillet 2026 - 5 min de lecture

Selon les informations d'*Acteurs publics*, la direction générale des finances publiques (DGFIP) s'apprête à réorganiser sa présence sur le territoire, à travers un plan "Adaptation du réseau territorial 2027-2030". Même si elle s'attache à minimiser sa portée, le projet prévoit la fermeture de pas moins de 330 implantations en trois ans, dont plus de 130 dès 2027.





Photo : MOURAD ALLILI/SIPA

Sept ans après le lancement du “nouveau réseau de proximité”, qui avait profondément réorganisé les services de la direction générale des finances publiques sur l’ensemble du territoire et supprimé bon nombre d’antennes, une nouvelle restructuration se profile. Au sein d’un document qu’*Acteurs publics* a pu consulter, la DGFIP présente son plan “Adaptation du réseau territorial 2027-2030”, un ensemble d’opérations ayant vocation à fermer pas moins de 330 sites, de manière progressive, sur une durée de trois ans.

Petit retour en arrière : en 2019, le gouvernement lance le projet à l’époque intitulé “Géographie revisitée”, consistant en une réorganisation du réseau de la DGFIP. Une nouvelle carte des implantations territoriales avait alors été dessinée, dans un souci de rationalisation et de renforcement de la proximité des services publics. La moitié des implantations territoriales avaient été supprimées, et en contrepartie le gouvernement promettait une hausse de 30 % des “points de contact” de la DGFIP, à l’image des permanences.

“Dans le cadre de la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité (NRP), la DGFIP s’est engagée auprès des représentants du personnel, des agents et des élus locaux à stabiliser son réseau territorial jusqu’au 31 décembre 2026,

peut-on lire en introduction de la fiche décrivant le nouveau

Pour accéder à cet article, vous devez vous connecter

Vous disposez déjà d'un compte ?

Pas encore de compte ?

Profitez d'un accès illimité à tous nos contenus et à notre service acteurspublics 360 IA

[Abonnez-vous](#)



Publié le 10 juillet 2026 · 5 min de lecture

×

Vous ne pouvez enregistrer cet article dans votre bibliothèque car vous n'avez pas créé de compte

L'État prépare une “méga-app” mobile du service public

Par Victoria Beurnez

3–4 minutes

Par [Victoria Beurnez](#) - 10 juillet 2026 - 4 min de lecture

Selon les informations d'*Acteurs publics*, les usagers du service public devraient pouvoir retrouver d'ici l'automne toutes leurs démarches en ligne sur une seule et même application : c'est le sens du projet AMI, l'Application mobile interministérielle développée par la direction interministérielle du numérique et la direction de l'information légale et administrative.



Image d'illustration générée par Midjourney

Toutes les démarches numériques du service public en une unique application mobile. C'est la promesse de la future AMI – pour Application mobile interministérielle – sur laquelle planchent depuis quelques mois la direction interministérielle du numérique (Dinum) et la direction de l'information légale et administrative (Dila).

Selon les informations d'*Acteurs publics*, cette application devrait voir le jour en octobre prochain et fait actuellement l'objet de tests auprès de quelques administrations, qui ont déjà pu y brancher leurs démarches en ligne. Le principe est simple : après une connexion grâce au bouton FranceConnect, l'utilisateur pourra accéder à toutes ses démarches en ligne – remplir sa feuille d'impôts, signaler un mariage ou un déménagement, déclarer une voiture perdue, changer de carte grise, faire une procuration, pour ne citer que quelques exemples.

En réalité, le concept n'est pas nouveau : une vingtaine de pays européens ont déjà mis en place cette "méga-app" mobile pour leurs concitoyens. C'est notamment le cas

Pour accéder à cet article, vous devez vous connecter

Vous disposez déjà d'un compte ?

Pas encore de compte ?

Profitez d'un accès illimité à tous nos contenus et à notre service acteurspublics 360 IA

[Abonnez-vous](#)



Publié le 10 juillet 2026 · 4 min de lecture

x

Vous ne pouvez enregistrer cet article dans votre bibliothèque
car vous n'avez pas créé de compte